

# MORT DES DEUX OTAGES FRANÇAIS D'AQMI

## Des hélicoptères français mis en cause

*Des hélicoptères de combat français ont tiré le 8 janvier sur le convoi de véhicules des ravisseurs de deux Français dans le nord du Mali où des épaves calcinées ont été retrouvées, ont affirmé à l'AFP différentes sources maliennes.*

Selon une source sécuritaire malienne, les commandos français, à bord d'«hélicoptères de combat», ont ouvert le feu sur les véhicules, avant de descendre au sol. Cet «assaut final a eu lieu à une quinzaine de kilomètres de la localité malienne de Tabankor (35 km au sud de Ménaka)», selon cette source.

«Parmi les véhicules retrouvés calcinés, il y a un gros véhicule 4X4 immatriculé au Bénin», a par ailleurs déclaré une autorité administrative dans le nord du Mali, jointe par l'AFP à Bamako.

A Niamey, des témoins du rapt attribué à la branche maghrébine d'Al-Qaïda avaient déclaré

que les deux Français avaient été emmenés le 7 janvier au soir par des individus «armés et enturbannés», «à bord d'un 4x4 immatriculé au Bénin». Selon les responsables français, les corps sans vie des deux Français avaient été découverts après l'assaut.

Le Premier ministre français François Fillon avait affirmé qu'ils avaient été «éliminés froidement» par leurs ravisseurs. Une source proche de la présidence nigérienne a assuré à l'AFP que «les corps étaient calcinés». Selon une source médicale à Niamey qui a pu voir les corps,

les deux hommes «avaient été attachés, les mains dans le dos, et ils avaient des traces noires sur le corps».

Une autopsie doit être pratiquée à l'Institut médico-légal de Paris. Parmi les véhicules calcinés retrouvés sur les lieux de l'assaut, «il y avait aussi un véhicule de la gendarmerie nigérienne que les Nigériens sont venus chercher» dimanche, a ajouté la source administrative malienne. Un éleveur malien, de retour du lieu «désertique» où l'assaut a eu lieu, a également déclaré avoir vu «plusieurs voitures calcinées, dont l'une appartenait à la gendarmerie nigérienne». «J'ai vu par terre les restes de gens brûlés, des morceaux humains», a-t-il ajouté. A Niamey lundi dernier,

le ministre français de la Défense Alain Juppé avait réfuté toute «bavure» française. Après l'assaut, avaient été retrouvés morts, avec les otages, «des terroristes et des personnes portant uniforme de la gendarmerie nigérienne».

«A l'enquête d'établir quelle était la raison de leur présence dans les véhicules que nous avons arrêtés», avait déclaré M. Juppé. Selon la source sécuritaire malienne, un 4x4 équipé d'un double réservoir lui permettant de rouler sur un millier de kilomètres était en tête du convoi des ravisseurs, suivi par un pick-up. «On a ensuite retrouvé à bord du pick-up dix caisses de munitions calcinées et des armes», a déclaré cette source.

## CÔTE D'IVOIRE

### Au moins deux civils tués après des tirs dans un quartier d'Abidjan

*Deux civils ont été retrouvés tués par balles hier matin après que des tirs eurent été entendus à Abidjan, dans le quartier d'Abobo, fief d'Alassane Ouattara, l'un des deux présidents ivoiriens proclamés, a constaté une journaliste de l'AFP.*

Des habitants ont aussi affirmé avoir vu deux autres corps, de membres des Forces de défense et de sécurité (FDS) fidèles à Laurent Gbagbo, l'autre président proclamé, mais ces décès n'avaient pas pu dans l'immédiat être confirmés auprès des autorités. Les corps des deux civils, portant des traces de balles, étaient

étendus sur le sol. L'un, torse nu, se trouvait sur le bitume et l'autre dans une ruelle à proximité, dans la partie nord de ce quartier populaire situé au nord de la capitale économique, a constaté la journaliste. Un membre des FDS ainsi que des jeunes sur place ont dit à l'AFP que des habitants et des FDS avaient échangé

des tirs. Selon des habitants, les forces de l'ordre avaient investi en nombre tôt hier ce quartier, où des tirs sporadiques étaient toujours entendus à la mi-journée. Plus d'une dizaine de véhicules des FDS, dont des pick-ups et des véhicules de transport blindés, y étaient encore déployés. Les forces de l'ordre ont «fouillé» des maisons, affirmant y «chercher des armes», ont rapporté plusieurs habitants. Devant une foule de jeunes en colère qui avaient érigé des barricades à son

approche, une patrouille de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci), qui se dirigeait vers la zone, a dû faire demi-tour, a-t-on constaté. Charles Blé Goudé, chef des «Jeunes patriotes», partisans de M. Gbagbo, devait tenir dans l'après-midi un meeting dans le même quartier.

La crise née de la présidentielle du 28 novembre, qui oppose toujours MM. Gbagbo et Ouattara, a fait autour de 200 morts depuis la mi-décembre, selon l'ONU.

## JORDANIE

### Mesures d'urgence pour faire baisser les prix face à la grogne

*Le gouvernement jordanien a décidé de prendre des mesures «immédiates» pour faire baisser les prix, a annoncé hier un haut responsable, dans un climat de mécontentement grandissant et avant des manifestations prévues vendredi dans le royaume.*

Suite à des directives du roi Abdallah II, ces mesures «immédiates» visent à «atténuer l'impact de la hausse des prix des produits de base sur le niveau de vie des citoyens», a indiqué ce responsable à l'AFP, sous couvert d'anonymat. Les tarifs des transports en commun, qui devaient augmenter en raison du prix des carburants, seront gelés, a-t-il ajouté. En outre les prix des denrées, notamment ceux du riz et du sucre, n'augmenteront pas dans les 85 coopératives de l'armée, également ouvertes aux civils. Le manque à gagner sera pris en charge par l'armée, sachant que le bénéfice sur les produits vendus dans ces coopératives est faible, voire nul.

Des protestations contre la vie chère, des violences liées aux opportunités de travail et une grogne qui commençait à monter

ont poussé l'Etat à annoncer ces mesures. «Clairement, la décision du gouvernement vise à atténuer le ressentiment des gens», a affirmé à l'AFP le chercheur au Centre d'études stratégiques de l'université jordanienne Mohamad-Masri pour qui «les images des violences en Tunisie et en Algérie ont eu un impact tel qu'elles ont poussé l'Etat à agir». «Il faudra maintenant que le peuple constate les effets concrets de ces mesures», a-t-il ajouté. Un syndicaliste très populaire, représentant les journaliers agricoles, Mohamed Sneid, avait appelé à un mouvement de protestation dans tout le royaume vendredi après la prière de midi. Interrogé par l'AFP, il a souligné que les manifestations seront maintenues malgré l'annonce des mesures gouvernementales. «Des manifestations auront lieu à Ma'an, Tafileh, Karak Akaba (sud), Irbid (nord), Salt (ouest), Madada et Diban (centre)», a affirmé M. Sneid qui a précisé que le slogan du mouvement est : «Manifestation pour la chute de Rifaï (Samir Rifaï, le Premier ministre jordanien) et une vie décente, ndlr.» Zaki ben Rsheid,

un dirigeant du puissant parti du Front de l'action islamique (FAI), a indiqué à l'AFP que le mouvement islamiste en Jordanie «n'a pas encore décidé s'il allait participer à cette manifestation». Il a critiqué les mesures annoncées par le gouvernement estimant qu'il s'agit «d'une anesthésie pour calmer le peuple qui refuse les politiques du gouvernement» appelant le gouvernement au dialogue. Les islamistes, qui ont boycotté les élections législatives de novembre pour protester contre le système de vote uninominal, affirment être marginalisés par le gouvernement. Selon des analystes, l'opposition islamiste tente de profiter des tensions pour s'imposer sur la scène politique. «Les islamistes ont tendance à croître et à prospérer en période de crise, leur message politique étant basé sur le fait que tout va mal et qu'ils sont la meilleure alternative», estime le professeur de sciences politiques à l'université jordanienne de Yarmouk, Mohamad-Momani.

Selon des chiffres officiels, l'inflation a atteint le mois dernier en Jordanie le chiffre record de 6,1%.

## WIKILEAKS

### La justice britannique examinera début février l'extradition d'Assange

La justice britannique examinera début février la demande d'extradition de Julian Assange formulée par la Suède, une étape importante mais probablement non décisive dans le long parcours judiciaire du fondateur du site WikiLeaks, qui dispose de nombreuses possibilités de recours. Quittant pour quelque heures le manoir anglais où il est en résidence surveillée, l'Australien s'est vu signifier mardi matin par un juge du tribunal londonien que la justice se prononcerait les 7 et 8 février sur la requête de Stockholm. Si elle était acceptée, cette extradition pourrait toutefois prendre plusieurs mois, en raison des nombreux appels possibles. La Suède veut l'entendre dans le cadre d'une enquête pour agression sexuelle, ouverte après la plainte de deux femmes qui l'accusent de leur avoir imposé des rapports sans préservatif. L'affaire est indépendante des remous provoqués par la publication par WikiLeaks de milliers de documents officiels, fort embarrassants pour de nombreux gouvernements. Le fondateur du site, âgé de 39 ans et qui en est déjà à sa quatrième comparution devant la justice britannique depuis son arrestation début décembre à Londres, a toujours nié toute agression sexuelle et ses supporters estiment qu'il est victime d'une machination politique. A sa sortie mardi de cette audience préliminaire expédiée en dix minutes, Julian Assange s'est toutefois déclaré «satisfait». Mais ses défenseurs craignent qu'une éventuelle extradition vers la Suède n'ouvre la voie à une extradition vers les Etats-Unis, où il fait figure pour certains d'ennemi public numéro un depuis la publication de ces documents confidentiels. M. Assange avait déclaré récemment qu'il avait «de fortes chances» d'être tué en prison s'il était incarcéré outre-Atlantique. Arrêté le 7 décembre dans la capitale britannique en vertu d'un mandat d'arrêt émis par la Suède, M. Assange avait été libéré neuf jours plus tard, moyennant une caution de 240 000 livres (environ 288 000 euros) réunie grâce au soutien de plusieurs personnalités. Hébergé par un de ses amis dans un manoir isolé de la campagne anglaise, il est soumis à un couvre-feu et porte un bracelet électronique. Le juge a toutefois accepté d'assouplir les conditions de son assignation à résidence pour sa prochaine comparution: ses avocats ayant fait valoir qu'il lui faudrait se lever à 3h du matin pour arriver à temps, il sera exceptionnellement autorisé à séjourner deux nuits au Frontline Club, un club de la presse qui sert de base à WikiLeaks à Londres. Malgré sa retraite forcée, M. Assange a assuré mardi que son équipe continuait à travailler sans relâche et promis de nouvelles révélations. Peu avant sa comparution, il avait d'ailleurs lui-même publié un communiqué demandant que les personnalités politiques ou des médias qui tiennent des propos incitant à la violence soient poursuivies, après la fusillade meurtrière en Arizona. Quelques heures auparavant, il avait néanmoins déclaré à une radio française que son site perdait «500 000 euros par semaine» et ne pourrait «pas survivre au train où vont les choses», l'argent des donateurs ne pouvant lui parvenir en raison du blocage de tous ses comptes. M. Assange doit publier en avril au Royaume-Uni un livre «très personnel» sur son combat pour «établir une nouvelle relation entre les populations et leurs gouvernements». Un contrat qui devrait aussi l'aider à payer ses frais de justice et à renflouer son site.